

Afghanistan : Les Talibans

LES TALIBANS SONT DES FONDAMENTALISTES islamistes qui opèrent dans le sud de l'Afghanistan depuis leurs bases d'opérations dans le nord-ouest du Pakistan. Ils se composent principalement de Pachtounes, un groupe ethnique originaire du sud de l'Afghanistan qui a régné sur de grands empires afghans avant l'époque coloniale. Principaux artisans de l'insurrection afghane, les Talibans sont responsables d'une grande partie de la violence qui sévit en Afghanistan aujourd'hui, surtout dans le sud du pays, où sont déployées les troupes canadiennes¹. Le présent document fait un bref survol des origines des Talibans, de leur situation actuelle, de leurs structures politiques et tactiques militaires, et des possibilités de négocier avec eux.

Origines

L'accession au pouvoir : de 1994 à 2001. Les Talibans se sont révélés dans la province de Kandahar comme un mouvement populaire contre la criminalité, la violence et la corruption pratiquées par les seigneurs de guerre qui divisaient l'Afghanistan depuis la fin de l'occupation militaire soviétique, en 1989². Le mouvement a pris naissance en 1994, à l'instigation d'élèves d'une école coranique sous la direction du mollah Mohammed Omar, une autorité religieuse locale et un ancien chef de la résistance antisoviétique. Bien que parti de Kandahar, le mouvement a surtout été alimenté par les *madrassas* (des écoles religieuses) des régions pachtounes le long de la frontière montagneuse avec le Pakistan. Pétris des notions puritaines et des conceptions religieuses violentes des Talibans, les élèves de ces écoles offraient à ces derniers une réserve en apparence illimitée de recrues naïves, mais fanatiques sur le plan religieux³. Enhardis par des effectifs de plus en plus nombreux et un soutien populaire grandissant, les Talibans ont entrepris de conquérir l'Afghanistan au complet.

Au début, leurs progrès ont été remarquables. Constitués depuis quelques semaines à peine, ils

avaient conquis Kandahar, deuxième ville en importance en Afghanistan. Au début de 1997, ils s'étaient déjà emparés de 22 provinces, y compris Kaboul, la capitale, où ils ont instauré ce que d'aucuns ont qualifié de régime islamique le plus extrémiste au monde⁴. En 2001, les quelques seigneurs de guerre encore actifs ayant été repoussés dans un coin de la partie nord-ouest du pays, les Talibans contrôlaient 90 p. 100 du territoire. Ils avaient acquis leur popularité en promettant aux Afghans d'éradiquer la corruption et de ramener la paix au pays. Ils ont pu ensuite renforcer leur emprise grâce à la stabilité de leur organisation et à la peur qu'inspiraient leurs méthodes brutales.

De 2001 à 2007. En octobre 2001, l'opération ENDURING FREEDOM a chassé les Talibans du pouvoir. Les seigneurs de guerre dont ils s'étaient faits les ennemis leur ont infligé des pertes énormes, avec l'aide de l'Aviation et des Forces spéciales américaines. Les survivants, dont le commandement taliban, se sont enfuis au Pakistan, dans la « ceinture pachtoune », pour se regrouper, se réarmer et regarnir leurs rangs.

De 2002 à 2005, pendant que les forces de l'OTAN passaient au peigne fin la partie ouest de l'Afghanistan et que les unités américaines pourchassaient les membres d'Al-Qaïda à l'est, de nombreux observateurs étaient d'avis que l'insurrection afghane était à bout de souffle⁵. Au cours de cette période, les Talibans ont fait 158 morts⁶ du côté des forces de la coalition, perdant eux-mêmes un nombre disproportionné de combattants dans des contre-attaques stériles. Leurs effectifs et leur moral déclinant, ils ont décidé de réorienter leur stratégie. S'il faut en croire les rapports, ils ont passé toute l'année 2005 à se regrouper et à apprendre de nouvelles tactiques pour répandre la terreur ainsi que des stratégies de communication (telles que la propagande sur Internet⁷) d'insurgés irakiens venus animer des « sessions d'entraînement » au Pakistan⁸.

Au printemps 2006, après avoir refait leurs forces, les Talibans ont lancé leur première offensive stratégique dans le but de reprendre Kandahar, leur ancien bastion. Les contre-attaques menées au printemps et à l'été 2006 par les forces canadiennes, notamment dans le cadre de l'opération MÉDUSE, ont empêché les Talibans de se réapproprier le sud du pays. Malgré leurs insuccès, les Talibans continuent d'attaquer les forces de l'OTAN et ils sont parvenus à remettre solidement pied dans les provinces du sud de l'Afghanistan. En novembre 2007, le Conseil de Senlis indiquait que « 54 p. 100 du territoire afghan abrite une présence talibane permanente »⁹.

Vision du monde

Trois grands facteurs, tous reliés les uns aux autres, influent sur la vision du monde des Talibans : une interprétation extrêmement stricte et puritaine de l'islam, l'observation du *pachtouwali* (le code tribal pachtou définissant des valeurs telles que l'honneur, la justice et l'hospitalité), et une génération entière marquée par la guerre. Certains ont dénoncé les violations des droits de la personne commises par les Talibans en les imputant à l'intégrisme islamique, sauf que les châtiments infligés par les Talibans sont dictés en grande partie par le pachtouwali, et non par la *charia*¹⁰. En fait, le comportement des Talibans dérange surtout les musulmans, puisqu'il projette une image négative de l'islam dans le monde¹¹. Pour les Afghans qui ne sont pas d'origine pachtoune, les Talibans ont profité de leur mainmise dans l'ouest et le nord de l'Afghanistan pour leur imposer les valeurs pachtounes¹².

Il semble, selon ce qu'on a pu observer, que les Talibans aient renoncé à la modernité; or, ils utilisent volontiers des technologies modernes, comme des lance-roquettes et des radios sans fil. Au fond, les Talibans ne rejettent pas la modernité. C'est plutôt que le pachtouwali et la version rigoriste de l'islam sunnite leur interdisent tout ce qui apparaît rigoureusement non islamique. Si les films sont prohibés, par exemple, et que les hommes sont obligés de porter la barbe, c'est que l'on juge que ces pratiques s'imbriquent parfaitement dans une véritable société islamique. En revanche, le recours à des armes modernes comme des AK-47 est considéré acceptable, puisqu'il s'agit d'outils pour imposer par la force la volonté d'Allah. Voilà qui démontre encore une fois cette

distinction importante : les Talibans rejettent les valeurs occidentales contemporaines que sont la démocratie et les droits de la personne non pas en raison de leur modernité, mais du fait que, importées d'Occident, elles sont forcément non islamiques, donc illégitimes. Ce souci de légitimité religieuse se manifeste dans tous les aspects de la vie des Talibans, y compris dans leurs processus de prise de décision et d'établissement des politiques.

Mais il y en a pour qui les décisions des Talibans ne sont pas uniquement le fait de l'intégrisme religieux. La destruction des bouddhas géants à Bamiyan, au printemps 2001, est généralement vue comme un parfait exemple de fanatisme religieux. Sayed Rahmathullah Hashimi, ancien émissaire du gouvernement taliban, offre cependant une autre interprétation. En 2001, les Talibans avaient connu un dur hiver et leurs revenus avaient chuté en raison de l'interruption de la production d'opium. Une délégation de l'UNESCO venue voir les bouddhas aurait offert aux Talibans de l'argent pour restaurer les statues, mais ceux-ci auraient demandé aux délégués européens que l'argent destiné aux statues soit plutôt utilisé pour sauver des enfants afghans qui mourraient de faim. On leur aurait répondu que l'argent était réservé aux statues¹³. Indignés, les Talibans auraient décidé de détruire ces statues, dorénavant considérées « néfastes »¹⁴.

Comme tous les groupes politiques, donc, les Talibans entretiennent sur le monde des points de vue variés. Si la religion représente indéniablement un facteur de décision important, il ne faut pas négliger pour autant les préoccupations d'ordre pratique. Ainsi, les Talibans pourraient vouloir, pour des raisons matérielles, amorcer des discussions. Il faudra voir si les convictions religieuses interdiront toujours toute possibilité de compromis.

Les structures politiques

La structure hiérarchique non institutionnalisée, mais rigoureuse, des Talibans découle des notions islamiques de leadership dans la tradition tribale pachtoune. Le mollah Omar, guide spirituel et politique légitime des Talibans, trône au sommet de la structure. Sous lui, des assemblées consultatives tribales, les chouras, constituées de personnes influentes dans la collectivité, prennent les décisions au niveau local¹⁵. Pendant le règne des Talibans, de 1994 à 2001,

la choura suprême dirigée par le mollah Omar avait ses quartiers à Kandahar. Lui étaient assujetties la choura militaire, qui prenait les décisions d'ordre militaire, et la choura gouvernementale, à Kaboul, chargée de prendre les décisions administratives. Ces assemblées veillaient à la distribution des fonds et des armes aux commandants sur le terrain, et de l'argent aux ministères, ainsi qu'à la constitution de tribunaux islamiques¹⁶. Malgré leur structure linéaire, ces organismes décisionnels n'étaient pas organisés de façon rigoureuse, et leur taille et leur composition pouvaient varier.

Retranché dans des régions tribales libres de toute autorité administrative du Pakistan, le commandement taliban est encore plus nébuleux qu'avant. On pense qu'il a établi des structures politiques parallèles et des chouras à Quetta, dans la province pakistanaise du Balouchistan¹⁷. C'est de là que partiraient les ordres destinés aux combattants talibans actifs dans le sud de l'Afghanistan, même s'il semble y avoir très peu de contacts directs entre les chefs au Pakistan et les combattants en Afghanistan. Selon certaines sources, le mollah Omar enverrait ses ordres aux commandants talibans par lettres manuscrites¹⁸. D'autres sources prétendent que les autorités talibanes ont été écartées d'une certaine manière de la conduite des opérations des insurgés par les commandants sur le terrain¹⁹. On ne sait pas exactement dans quelle mesure la structure politique actuelle ressemble à celle qui était en place sous le régime taliban d'avant 2001, et on ignore la nature de la coordination entre les dirigeants, les combattants et les réseaux de soutien²⁰. Ce qui est clair, cependant, c'est que malgré la perte d'environ 1 000 combattants et commandants aux mains des forces de l'OTAN en 2007 seulement²¹, la violence n'a pas ralenti et le noyau de dirigeants est toujours intact. Comme l'a fait remarquer le spécialiste de l'Afghanistan Barnett Rubin, jamais on n'a réussi à vaincre des insurgés qui peuvent trouver refuge à l'étranger²².

Les néo-Talibans et les Talibans de la base

Avant d'être chassés du pouvoir, les Talibans comptaient entre 30 000 et 40 000 combattants. La force d'invasion dirigée par les Américains a décimé leurs rangs. Des rapports estiment que les combats autour de Kandahar ont fait à eux seuls jusqu'à 10 000 morts chez les Talibans²³, dont les effectifs ont souffert

également par la suite de la défection de milices autrefois alliées des Talibans.

Après s'être retranchés dans des sanctuaires de la ceinture pachtoune au Pakistan, les Talibans ont regarni leurs rangs à la faveur de ce que le Conseil de Senlis décrit comme une vague coalition composée d'Afghans demeurés loyaux aux Talibans, de nationalistes pachtounes désillusionnés, d'orthodoxes religieux, de bandes de criminels, de trafiquants d'opium et d'une nouvelle génération d'érudits pakistanais et afghans formés dans les madrassas situées le long de la frontière entre les deux pays. Cette coalition reçoit souvent le nom de néo-Talibans²⁴.

Avec le retour en force des Talibans et l'offensive menée en 2006, ce mouvement néo-taliban a engendré une nouvelle dynamique : un partage entre les forces idéologiques et non idéologiques. Même si les dirigeants et les simples combattants sont tirés du même moule idéologique extrémiste, certains éléments plus pragmatiques ont rejoint les rangs des Talibans. Il s'agit des Talibans de la base, c'est-à-dire de chefs tribaux locaux, d'anciens moudjahidines et de mollahs qui sont restés neutres au cours des dernières années, mais qui supputent continuellement les avantages qu'ils pourraient tirer, eux et leurs partisans, de telle ou telle association²⁵. On peut aussi expliquer cette augmentation des effectifs talibans par des alliances de convenance avec les populations locales, attisées par certaines réalités telles que la marginalisation politique, l'absence de débouchés et la corruption²⁶. L'impression que les Talibans ont le vent dans les voiles y est aussi pour beaucoup. Il est probable que les Talibans obtiendront l'appui de ceux qui croient à leur retour au pouvoir en Afghanistan.

Cette nouvelle dynamique n'a pas échappé au gouvernement afghan, qui a tenté, avec un succès relatif, d'intégrer ces éléments modérés dans le processus politique, en faisant une distinction entre les « bons » et les « mauvais » Talibans²⁷. L'International Crisis Group fait observer que l'absence de cohérence et de cohésion entre les différents groupes, et parfois au sein même de chaque groupe, pourrait constituer un facteur positif et que, avec le temps, les discordes internes risquent de s'accroître. Certains craignent cependant que des éléments ou groupes se livrent à une surenchère pour démontrer lequel est le plus radical²⁸.

Les négociations avec les Talibans

En septembre 2007, le président Karzaï a évoqué la possibilité de négocier une entente de partage du pouvoir avec les Talibans, mais les dirigeants talibans affirment que jamais ils ne négocieront tant qu'il y aura des forces étrangères en Afghanistan²⁹. La stratégie de réconciliation de Karzaï a pour but d'isoler le noyau extrémiste taliban des éléments plus modérés, qui se battent pour des raisons pratiques plus qu'idéologiques. Les tentatives de réconciliation ont débuté en 2004 avec le lancement de programmes d'amnistie par les gouvernements américain et afghan³⁰, mais il a fallu attendre 2007 pour que l'idée d'un partage du pouvoir soit avancée. Au printemps 2007, le sénat afghan (Mechrano Djirga) a même adopté un projet de loi demandant au gouvernement Karzaï d'amorcer des négociations avec les Talibans³¹. Les dirigeants talibans ont toujours repoussé ces tentatives de réconciliation, mais un certain nombre de combattants de second plan s'y sont montrés plus favorables et ont déposé les armes³².

La stratégie de réconciliation du gouvernement afghan coïncide avec le sentiment général exprimé par la population afghane. Un sondage effectué dernièrement par Environics Group révèle en effet qu'une vaste majorité d'Afghans a une opinion allant de « très à plutôt négative » des Talibans (73 p. 100 à l'échelle nationale et 67 p. 100 à Kandahar) et qu'une grande majorité (74 p. 100) des Afghans à l'échelle du pays (et 85 p. 100 à Kandahar) est « fortement ou plutôt en faveur » de négociations entre le gouvernement Karzaï et les Talibans. Une majorité d'Afghans (54 p. 100 à l'échelle nationale) accepterait même la création d'un gouvernement de coalition avec les Talibans. Selon les résultats du sondage, même en étant contre les Talibans, la majeure partie des Afghans reconnaît qu'il faudra peut-être les inclure dans le processus politique pour avoir la paix. L'ancien envoyé spécial des Nations Unies en Afghanistan, Lakdhar Brahimi, est au nombre de ceux qui préconisent les négociations. « Une de mes pires erreurs, a-t-il expliqué, est de ne pas avoir parlé aux Talibans en 2002 et en 2003. Il avait été impossible de les faire participer à la conférence de Bonn en raison des événements du 11 septembre [...] Tout de suite après, cependant, nous aurions dû discuter avec ceux qui voulaient nous parler. »³³ En septembre 2007,

même l'OTAN s'est montrée intéressée par des pourparlers avec les Talibans qui, croyait-elle, étaient nombreux à vouloir déposer les armes³⁴. Interrogés sur la question, 63 p. 100 des répondants au sondage effectué en 2007 au Canada par Strategic Counsel ont trouvé que ce serait une bonne idée que le Canada négocie avec les Talibans³⁵.

La position officielle du Canada a toujours été de refuser toute négociation jusqu'à ce que les Talibans « renoncent à la violence », comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier au début d'octobre 2007³⁶. Le gouvernement américain est lui aussi fermement opposé à des négociations directes avec les Talibans. Les adversaires d'un accord avec les Talibans croient qu'une entente de partage du pouvoir risque de s'avérer problématique pour bien des raisons, dont le risque non négligeable que les Talibans tentent de reconquérir le pays après le départ des forces militaires étrangères. Les différences idéologiques représentent également une pierre d'achoppement. On peut penser que les dirigeants afghans et talibans ont des points de vue incompatibles sur des questions comme la relation entre la mosquée et l'État et la condition féminine. Il reste que, pour bien des gens, la réconciliation et la négociation représentent les meilleurs moyens de rétablir la paix et de mettre fin à une insurrection dont on ne pourra venir à bout par la force seulement, selon plusieurs.

Stratégie militaire et stratégie politique

La stratégie militaire des Talibans se résume essentiellement à deux choses, guérilla et terrorisme, même s'ils ont démontré qu'ils pouvaient également mener des attaques frontales conventionnelles³⁷. Rarement en mesure de « tenir » une ville ou de rivaliser dans un face-à-face avec la puissance de feu de l'OTAN, les Talibans se contentent habituellement d'infiltrer un secteur, de se fondre dans la population locale, de lancer des attaques éclair et sournoises contre les forces de l'OTAN et d'intimider la population locale dès que celles-ci ont quitté les lieux³⁸. En raison de cette capacité d'infiltration et d'intimidation, on dit que les Talibans ont recommencé à exercer leur autorité dans de grandes parties du sud de l'Afghanistan, soit près de la moitié du pays, assujetties à des lois d'inspiration talibane. Le général Mohammed Zahir Azimi, porte-parole du ministère

de la Défense d'Afghanistan, admet que de grands secteurs du sud du pays sont sous la coupe des Talibans³⁹.

À l'instar des plus astucieux stratèges de la guérilla, les Talibans savent bien qu'ils ont peu de chances de vaincre les forces militaires étrangères qui occupent leur pays. Ils se sont donc employés dernièrement à réaliser des coups d'éclat frappant l'imagination des populations des pays de la coalition, afin de les amener à faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils retirent leurs troupes. Une de leurs tactiques, par exemple, empruntée aux insurgés iraqiens, a été de recourir à des mines et à des attentats-suicides à la bombe. De 2002 à 2005, les engins explosifs artisanaux n'avaient causé aucun décès chez les Canadiens, mais en 2006, ils étaient la cause de 17 p. 100 de tous les décès de soldats canadiens en Afghanistan, et de janvier à novembre 2007, ce taux est grimpé à 83 p. 100⁴⁰. Les Talibans ont compris que chacun de ces décès porte un dur coup à la volonté politique des nations occidentales engagées en Afghanistan.

Les Talibans aiment bien jouer également avec les sentiments des gens et tâcher de les influencer en passant de la cruauté à la compassion. Ils vont s'attaquer à des cibles faciles pour causer une commotion. Par exemple, ils vont enlever des travailleurs d'une organisation non gouvernementale, assassiner des députés et exécuter des collaborateurs de la coalition et des partisans du gouvernement afghan. En même temps, ils vont recourir à la propagande et tâcher de diaboliser le gouvernement et les forces de l'OTAN tout en glorifiant la discipline et la fibre morale des combattants talibans. La diffusion à l'échelle internationale du code de conduite des Talibans, qui dépeint le combattant taliban sous les traits d'un homme honorable à qui ne viendrait pas l'idée de voler ou de tromper la population, démontre le degré de raffinement qu'ils ont atteint⁴¹. Les Talibans font aussi concurrence au gouvernement central sur le plan de l'aide à la population. Ils offrent un soutien financier aux personnes dont la maison a été détruite, ainsi qu'une protection contre les très impopulaires politiques d'éradication du pavot⁴². Ils ont même prévu des fonds pour le développement; au début de 2007, ils ont annoncé qu'ils accorderaient un million de dollars pour construire des écoles⁴³. Leurs efforts auprès de la population locale et leur cruauté à

l'égard des éventuels collaborateurs du régime en place ne leur feront peut-être pas gagner des cœurs, mais ils pourraient frapper l'esprit.

L'hypothèse d'un retour au pouvoir

Différents scénarios sont à prévoir advenant un retour au pouvoir des Talibans⁴⁴. Certains théoriciens entrevoient la possibilité d'une guerre civile entre les factions idéologiques et non idéologiques parmi les Talibans. D'autres s'attendent à un conflit entre les Talibans et d'autres groupes d'insurgés, ainsi qu'à la reprise des hostilités avec les seigneurs de guerre de l'Alliance du Nord. Dans les circonstances, la perspective d'une paix à long terme en Afghanistan si les Talibans reprennent le pouvoir est plutôt limitée, pour ne pas dire inexistante.

Jason Yung

Division des affaires politiques et sociales

Le 5 décembre 2007

SOURCES

1. Seth Jones, « Pakistan's Dangerous Game », *Survival*, vol. 49, n° 1, printemps 2007, p. 21.
2. Ahmed Rashid, *Taliban: Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 2000, p. 24 et 25.
3. *Ibid.*, p. 29. Au mois de décembre 1994, près de 12 000 étudiants afghans et pakistanais avaient rejoint les rangs des Talibans à Kandahar.
4. *Ibid.*, p. 54.
5. International Crisis Group, *Countering Afghanistan's Insurgency: No Quick Fixes*, Rapport sur l'Asie n° 123, Bruxelles, 2 novembre 2006, p. 6 (<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4485>).
6. De 2001 à 2005, les forces de la coalition ont déploré 325 morts. De ce nombre, 167 ne sont pas survenues aux mains de l'ennemi. Renseignements tirés du site Icasulties.org (www.icasulties.org).
7. Declan Walsh, « Global outcry at Taliban's use of boy in filmed beheading », *The Guardian*, 25 avril 2007. Les Studios Unmat, un des diffuseurs de la propagande talibane, ont produit des vidéos d'entraînement au djihad et d'autres montrant des exécutions comme celle décrite dans cet article.
8. Syed Saleem Shahzad, « Comment les Talibans ont repris l'offensive », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2006.
9. Conseil de Senlis, *Stumbling into Chaos: Afghanistan on the Brink*, novembre 2007, p. 7 (http://www.senliscouncil.net/modules/publications/Afghanistan_on_the_brink).
10. Rashid (2000), p. 112.

11. Svante E. Cornell, « Taliban Afghanistan », dans *The Limits of Culture: Islam and Foreign Policy*, sous la direction de Brenda Shaffer, The MIT Press, juillet 2006, p. 275.
12. Peter Marsden, *The Taliban: War, Religion and The New Order in Afghanistan*, New York, Zed Books Ltd, 1998, p. 64 et 65.
13. Cornell (2006), p. 286.
14. *Ibid.*, Les Talibans ont fourni différentes versions des événements, ce qui laisse croire qu'ils étaient divisés sur cette question.
15. *Ibid.*, p. 66. La *choura* et la *djirga* sont deux instances décisionnelles et de résolution de conflits traditionnelles en Afghanistan. La principale différence entre les deux, selon les spécialistes, est que la première se réunit en cas de besoin particulier, spécialement en temps de guerre, alors que la seconde, plus égalitaire et se réunit régulièrement, ce qui explique qu'elle soit devenue une structure politique nationale, contrairement à la *choura*. Ali Wardak, « Jirga – A Traditional Mechanism of Conflict Resolution in Afghanistan », Université de Glamorgan, R.-U., p. 5 (<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/apcity/unpan017434.pdf>).
16. Rashid (2000), *Taliban*, p. 98 et 99.
17. International Crisis Group (2006), p. 9.
18. *Ibid.*
19. *Terrorism & Security Monitor*, Jane's Information Group, Londres, 10 octobre 2007.
20. *Ibid.*, p. 9.
21. Selon BBC News, au moins 928 Talibans ou présumés Talibans ont été tués par les forces de l'OTAN au cours d'opérations menées à différents endroits au pays entre le 1^{er} janvier et le 17 octobre 2007.
22. Barnett Rubin, « Saving Afghanistan », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 1, janvier-février 2007.
23. Tim Youngs, Paul Bowers et Mark Oakes, *The Campaign against International Terrorism: prospects after the fall of the Taliban*, Bibliothèque de la Chambre des communes du R.-U., document de recherche 01/112, décembre 2001, p. 13.
24. Conseil de Senlis, *Afghanistan Five Years Later: The Return of the Taliban*, printemps-été 2006, p. 55.
25. International Crisis Group (2006), p.11.
26. *Ibid.*
27. Kenneth Katzman, *Afghanistan: Post-War Governance, Security, and U.S. Policy*, Service de recherche du Congrès, États-Unis d'Amérique, 10 septembre 2007, p. 24.
28. International Crisis Group (2006), p. 9.
29. BBC News, « Taleban shun Karzai talks offer », 30 septembre 2007 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7020525.stm).
30. BBC News, « US offers olive branch to Taleban », 2 décembre 2004 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/4062191.stm).
31. BBC News, « Afghan Senate urges Taleban talks », 9 mai 2007 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/6637473.stm).
32. BBC News, « Senior Taleban in Amnesty Talks », 15 février 2005 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/4265625.stm).
33. Citation tirée de Haroon Siddiqui, « Expert Advice on Afghanistan », *The Toronto Star*, 14 septembre 2006 [traduction].
34. Associated Press, « Afghan president offers Taliban militants a role in governing », 30 septembre 2007.
35. CTV News online, « Canadians support talks with Taliban: poll », 20 mai 2007 (http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/2007/520/afghan_poll_070520/20070520/).
36. CBC News, « Canada's position on talks with Taliban unchanged: Bernier », 6 octobre 2007 (<http://www.cbc.ca/world/story/2007/10/06/afghanistan-canada.html?ref=rss>).
37. BBC News, « Taleban in rare frontal assault », 7 août 2007 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/6935590.stm).
38. Comité de la défense de la Chambre des communes, rapport sur l'Afghanistan, p. 33.
39. BBC News, « Afghanistan's tipping point? », 16 avril 2007 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/6558903.stm).
40. De 2002 à 2005, huit Canadiens sont morts au combat. En 2006, les engins explosifs artisanaux ont provoqué six de 36 décès au combat et 2007, 22 de 26 décès au combat. Source : CBC News, « In the line of duty: Canada's casualties », 19 novembre 2007 (<http://www.cbc.ca/news/background/afghanistan/casualties/total.html>).
41. Entrevue de Sami Yousafzai et Urs Gehriger avec un dirigeant taliban, le mollah Sabir, « The New Taliban Codex », *Die Weltwoche*, 28 novembre 2006 (<http://www.signandsight.com/features/1069.html>).
42. Conseil de Senlis, *Canada in Kandahar: No Peace to Keep*, juin 2006, p. 6 (http://www.senliscouncil.net/modules/publications/013_publication).
43. BBC News, « Taleban to build Afghan schools », 23 janvier 2007 (http://news.bbc.co.uk/nolpda/ukfs_news/hi/newsid_6291000/6291885.stm).
44. On trouvera une liste des scénarios possibles après le retour au pouvoir des Talibans dans Gordon Smith, *Canada in Afghanistan: is it working?*, Calgary, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, mars 2007 (<http://www.cdfai.org/PDF/Canada%20in%20Afghanistan%20Is%20it%20Working.pdf>).